

# Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

## Sécurité

6

**Une directive sur les armes, au détriment de notre sécurité**



## Criminalité

11

**La place des violeurs est en prison**



## Intégration

14

**Les beaux parleurs et les jongleur de chiffres de l'asile**



*L'UDC Suisse a décidé de laisser la liberté de vote. Choisissez vous-même!*



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

SPECIMEN

### Bulletin de vote pour la votation populaire du 10 juin 2018

Acceptez-vous la loi fédérale du 29 septembre 2018 sur les jeux d'argent (LJA) ?

Réponse

Acceptez-vous l'initiative populaire « Pour une monnaie à l'abri des crises : émission monétaire uniquement par la Banque nationale ! (Initiative Monnaie pleine) » ?

Réponse

**NON**

# L'UDC dans les médias



## Le mot du président



## N'oublions pas les Suisses

La réforme de l'imposition des entreprises est importante pour garantir des emplois sûrs dans les grandes entreprises actives à l'échelle mondiale. Cela n'a pas empêché de nombreux électeurs UDC de rejeter le projet lors de la votation. Ils l'ont fait parce qu'ils craignaient que les cantons imposent davantage les simples citoyennes et citoyens de ce pays afin de compenser des impôts plus faibles sur les entreprises.

On peut comprendre l'attitude de ces votants au vu de tout ce qui se fait en général et de plus en plus pour les étrangères et les étrangers. C'est ainsi que les personnes qui migrent pour des raisons économiques bénéficient notamment de cours de langue et de soins dentaires sans travailler, tandis que la classe moyenne, nos familles et les PME doivent toujours plus déboursier et finalement craindre pour leurs emplois et leurs rentes.

L'UDC a toujours exigé que le financement des rentes AVS soit rapidement assuré. Si, comme on l'a proposé, l'assainissement de l'AVS passe, avec 2,2 milliards de francs, dans le projet de réforme fiscale, alors il est on ne peut plus clair à nos yeux que l'augmentation contestée de l'âge de la retraite à 65 ans pour les femmes doit également être reprise dans le projet. On pourrait ainsi disposer de 1,2 milliard de francs supplémentaires pour garantir financièrement l'AVS. Il serait ainsi possible de renoncer à une augmentation de la taxe à la valeur ajoutée (TVA), augmentation qui serait antisociale.

Il est également nécessaire selon moi que nous redirigions à l'avenir encore plus de moyens financiers de la Confédération vers l'AVS. Avec trois milliards de francs pour l'aide au développement et plus de deux milliards pour le domaine de l'asile, nous déboursions en tout, au seul niveau fédéral, autant pour les étrangers que pour notre armée. Il me semble qu'il est temps que l'on pense davantage à nos concitoyennes et concitoyens.

Albert Rösti



# Ruedi Eberle élu à Appenzell Rhodes-Intérieures

Trois candidats se présentaient pour les élections complémentaires au Conseil d'Etat d'Appenzell Rhodes-Intérieures. La Landsgemeinde a dû s'y reprendre à trois fois pour élire le nouveau conseiller d'Etat. Ruedi Eberle est le premier UDC à occuper cette fonction en Appenzell Rhodes-Intérieures.



Ruedi Eberle a 41 ans et vit à Gonten avec sa femme Vreni et ses trois filles âgées de 14, 12 et 10 ans. Après sa

scolarité obligatoire à Mels, il a suivi une formation en agriculture, qu'il a achevée en 1994 avec une maîtrise fédérale. A partir de 1996, Eberle s'est formé en Allemagne pour devenir greenkeeper puis manager d'installations golfiques. Il a ensuite complété ces formations avec différents séminaires et cours de gestion, notamment à l'Institut für Gewerbliche Wirtschaft (IGW/HSG). Aujourd'hui, Ruedi Eberle est directeur et président du conseil d'administration de Golf Gonten AG, qui compte 20 collaborateurs.

Sur le plan politique, l'engagement de Ruedi Eberle remonte à 2003 au Grand Conseil ainsi qu'au conseil de



**Le conseiller d'Etat Eberle et sa famille.**

district de Gonten, où la commune l'a désigné pour cinq ans, d'abord comme capitaine de réserve, puis comme capitaine-régent. Au Grand Conseil, il sera élu dès le début au sein de la Commission de gestion. Il fut également, dès 2005, membre du bureau du Grand Conseil en tant que premier scrutateur.

Ruedi Eberle s'engage depuis 1999 au sein de l'UDC d'Appenzell Rhodes-Intérieures, tout d'abord comme secrétaire du parti, puis comme vice-président depuis 2007. Il fut aussi président de Gastro Appenzellerland, président et officiel du service du feu de Gonten, membre du comité de Appenzellerland Tourismus et membre du comité de l'Union cantonale des arts et métiers.

---

# Marianne Lienhard est brillamment réélue à Glaris

Marianne Lienhard siège au Conseil d'Etat du canton de Glaris depuis les élections générales de 2014. Elle dirige le département de l'économie et de l'intérieur, qui est en charge de la promotion économique, de l'agriculture ou encore des affaires sociales. Elle a été brillamment réélue le 4 mars 2018.



Marianne Lienhard a été élue au Grand Conseil en 2006 comme représentante de l'UDC de Elm. Elle a 49 ans et vit à Elm avec son mari Jakob. Sur le plan professionnel, elle

est spécialiste en finance et comptabilité avec brevet fédéral. Elle a suivi avec succès un apprentissage commercial auprès de Mineralquellen Elm, puis s'est formée pour devenir maîtresse d'apprentissage et experte aux examens dans le domaine finance et comptabilité. Avant son

élection au Conseil d'Etat, Marianne Lienhard était directrice d'une société de conseil et de gestion.

Parmi les hobbies de la conseillère d'Etat UDC figurent l'harmonie (elle est membre actif de Harmoniemusik Elm), la randonnée et, cela va de soi, le ski.



# Avantage Kia 4x4 Power



**SPORTAGE**  
4x4 dès CHF 30 950.-\*



**SORENTO**  
4x4 aut. dès CHF 41 750.-



The Power to Surprise



Modèle illustré: Kia Sportage GT-Line Style 1.6 T-GDi 4x4 aut. avec boîte automatique à 7 rapports DCT (boîte à double embrayage) (options incl.: GT-Line-Pack CHF 5 000.-, toit vitré panoramique CHF 1 750.-, peinture métallisée CHF 750.- = CHF 7 500.-) (CHF 45 450.- déduction faite de la prime spéciale de CHF 1 000.-) CHF 43 950.-, 7,5 l/100 km, 175 g/km de CO<sub>2</sub>, catégorie de rendement énergétique G, ECE de CO<sub>2</sub> 40 g/km, Kia Sportage Trend 1.6 T-GDi 4x4 man. (\*CHF 31 950.- déduction faite de la prime spéciale de CHF 1 000.-) CHF 30 950.-, 7,6 l/100 km, 177 g/km de CO<sub>2</sub>, catégorie de rendement énergétique G, ECE de CO<sub>2</sub> 40 g/km.

Cette action est valable sur les véhicules signalés jusqu'au 30.6.2018 ou jusqu'à épuisement des stocks.  
Modèle illustré: New Kia Sorento GT-Line Style 2.2 CRDi 4x4 aut. avec boîte automatique à 8 rapports 5 places (options incl.: GT-Line-Pack CHF 3 950.-, toit vitré panoramique CHF 1 750.-, peinture métallisée CHF 850.- = CHF 6 550.-) CHF 61 500.-, 6,5 l/100 km (équivalent essence 7,4 l/100 km), 170 g/km de CO<sub>2</sub>, catégorie de rendement énergétique F, ECE de CO<sub>2</sub> 29 g/km, New Kia Sorento LX 2.2 CRDi 4x4 aut. avec boîte automatique à 8 rapports CHF 41 750.-, 6,2 l/100 km (équivalent essence 7,1 l/100 km), 164 g/km de CO<sub>2</sub>, catégorie de rendement énergétique F, ECE de CO<sub>2</sub> 28 g/km.

Moyenne de tous les véhicules neufs vendus en Suisse: 133 g/km de CO<sub>2</sub> (prix de vente conseillé, TVA incluse). ECE de CO<sub>2</sub> = émissions de CO<sub>2</sub> liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité.



NEW PICANTO



NEW RIO



NEW STONIC



SOUL EV



VENGA



CEE'D



CEE'D SPORTSWAGON



CARENS



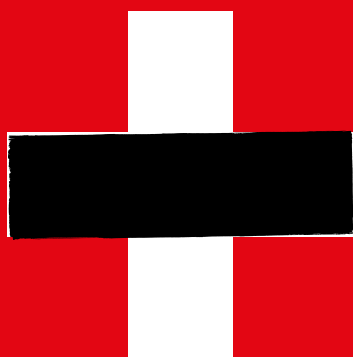
NEW OPTIMA PLUG-IN HYBRID



NEW NIRO



NEW STINGER



## Instaurer la CENSURE D'INTERNET en Suisse pour protéger les profits des casinos?

Les blocages d'internet ne servent à rien et frappent en outre les mauvaises cibles: ceux qui le veulent sauront contourner illégalement les blocages, ce qui donnera lieu à un véritable marché noir des jeux d'argent. **Des recettes fiscales supplémentaires de plusieurs millions échapperont ainsi à l'AVS à l'avenir.** Au lieu de résoudre les problèmes, la loi en crée de nouveaux. C'est pourquoi nous exigeons une meilleure loi. **Infos sur [ljar-non.ch](http://ljar-non.ch)**

# NON

AU VERROUILLAGE D'INTERNET

# NON

À LA LOI SUR LES JEUX D'ARGENT



**dietschi**  
PRINT&DESIGN OLTEN

**MARKUS REZZONICO**  
SVP-Delegierter Kanton Solothurn  
AUNS-Mitglied

Mobile: 079 332 61 61  
[markus.rezzonico@dietschi.ch](mailto:markus.rezzonico@dietschi.ch)

**DIETSCHI PRINT&DESIGN AG**

Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten T 062 205 75 75  
[www.dietschi-pd.ch](http://www.dietschi-pd.ch)

## VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

Plus de 60'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande

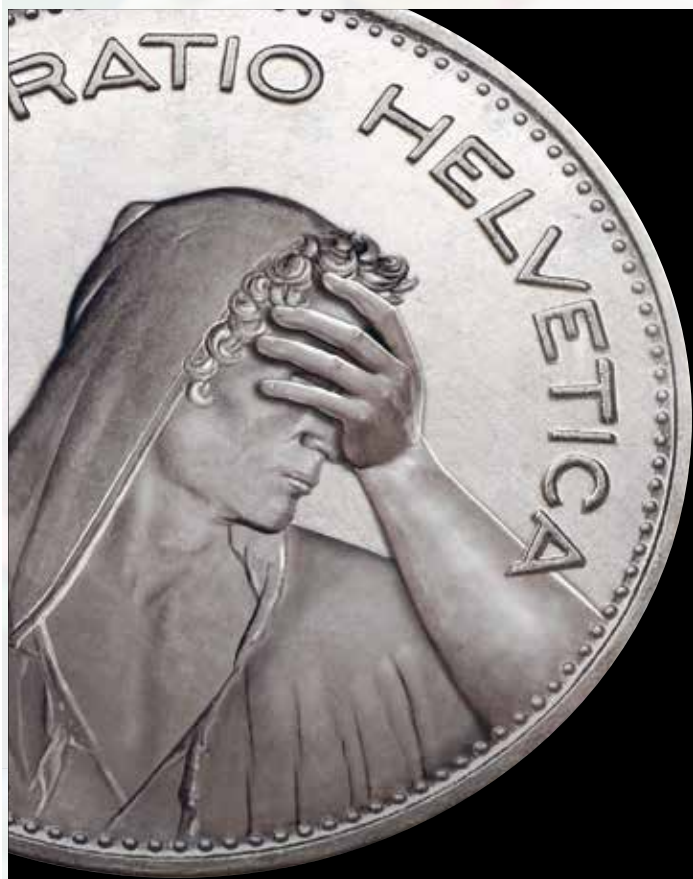
Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58**

ou par e-mail à [franc-parler@udc.ch](mailto:franc-parler@udc.ch)

Découvrez notre journal en ligne sur [www.udc.ch](http://www.udc.ch)



# Initiative Monnaie Pleine



Pas d'expérimentation  
risquée avec notre  
système monétaire !

Monnaie pleine  
**NON!**

[www.monnaiepleine-non.ch](http://www.monnaiepleine-non.ch)

Aucun pays du monde n'a transformé aussi radicalement sa politique monétaire.

**D**ifficile de définir cette initiative et ses tenants et aboutissants pour le citoyen! Et même pour les politiciens, car plusieurs tentatives d'explications entendues dans les médias ont rendu l'auditeur perplexe! « Monnaie Pleine » veut changer la façon actuelle de générer et prêter de l'argent lors des nombreuses transactions bancaires qui interviennent tous les jours dans la société. La BNS qui crée seulement environ 10 % de la monnaie réelle (billets et monnaie) devrait délivrer et relayer les quasi 90 % de la monnaie électronique (crédits) qui sont actuellement créés par nos banques helvétiques.

Un système que devrait assumer la BNS, et qui chamboulerait notre système actuel fonctionnant, disons-le, à satisfaction du citoyen. Mais quelles garanties offrirait ce nouveau

système qui n'a pas d'exemple au monde puisque la Suisse en serait la pionnière ? Quelles difficultés pour le législateur puisqu'il n'y a pas de modèle déjà testé ailleurs ? Combien de tracasseries administratives pour les établissements bancaires et la BNS ? Et naturellement pour les clients obligés de tabler sur des lenteurs inévitables entre BNS et banques commerciales à chaque demande ? Demandons-nous quels avantages nous pourrions voir à un tel projet ? Les réponses entendues nous parlent de meilleure couverture des risques ou encore d'impossibilité pour les banques de faire faillite. Ce n'est pas rien bien sûr mais quel frein pour notre système bancaire, quel frein au commerce pour nos entreprises et finalement pour le citoyen lorsqu'il sera plus difficile d'obtenir un crédit pour investir!

De plus, depuis le début des années 2000 et de ses retentissantes « affaires bancaires », dont on peut comprendre que les personnes lésées en soient restées fâchées, la FINMA, les hautes autorités bancaires et les commissions étatiques de surveillance, exercent une vigilance exigeante et sévère maniant plus le fouet que la baguette magique. Elles ont par ailleurs établi des règles strictes de couverture monétaire pour les banques. Point n'est besoin d'une telle initiative, refusons l'aventurisme !

Alice Glauser  
conseillère nationale  
Champvent (VD)



### La directive de l'UE sur les armes, au détriment de notre liberté et de notre sécurité

La directive de l'UE sur les armes a été élaborée après les attaques terroristes de Bruxelles et de Paris, dans le but d'empêcher des attaques semblables à l'avenir. Les nouvelles restrictions prévues ne permettraient toutefois pas d'atteindre cet objectif. Même la reprise du droit européen dans le droit suisse préparée par la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga n'empêchera aucun attentat terroriste. Les innombrables contraintes administratives détourneront même les organes chargés de la sécurité de leur travail essentiel, car ils seront de plus en plus accaparés par des montagnes de papier. La directive de l'UE sur les armes ne créera donc pas plus de sécurité en Suisse.

Beat Arnold, conseiller national, Schaffhof (UR)

Aussi bien la directive de l'UE sur les armes que le projet de loi du Conseil fédéral manquent leur but. Sans aller dans le détail de chaque article de la loi, il s'agit ici d'un problème fondamental de la politique à Berne. L'UDC s'insurge contre ces durcissements

ne seront pas sur le terrain, là justement où ils devraient être pour assurer la sécurité de notre population. Il s'ensuit que nous n'aurons pas plus de sécurité, mais moins. Le projet de loi ne permet donc pas d'atteindre le but que l'on s'est fixé, à savoir lutter contre le terrorisme.

sur les armes est une conséquence directe de l'accord de Schengen. Et cet accord prévoit la soi-disant reprise «dynamique» du droit, tel que l'UE le veut maintenant également, au moyen d'accords-cadres, pour les accords bilatéraux.

Mais que se passerait-il si le Conseil fédéral s'engageait et déclarait à Bruxelles que notre loi sur les armes est suffisamment sévère et que la Suisse remplit les prescriptions? Car on constate déjà que la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), autrement dit des juges étrangers, décide de notre droit sur les armes, étant donné que la Tchéquie a demandé une dérogation en droit Suisse. Si nous acceptons cette ingérence, cela signifie tout simplement que «dynamique» ne signifie rien d'autre que «automatique»!



« La directive de l'UE sur les armes n'empêche nullement un terroriste ou un criminel de commettre des méfaits, car ces derniers n'utilisent pas des armes légales ou enregistrées. La frénésie bureaucratique que l'on crée ici aura toutefois pour effet de retirer les policiers du front et de les mettre derrière un bureau. C'est contreproductif! »

Céline Amaudruz, conseillère nationale, Genève (GE)

de la loi sur les armes. Les commandants de police, tout comme une grande partie des cantons se déclarent contre ce projet. Mais pourquoi, alors que cela est censé aider la lutte contre le terrorisme? C'est justement là que réside le nœud du problème. La police doit faire tout le travail en coulisse. La charge administrative devient énorme. Les policiers devront contrôler et remplir encore plus de formulaires, ce qui signifie qu'ils

**Pas plus de sécurité, mais moins de liberté.**

Nous devons non seulement sacrifier certains pans de notre sécurité, mais aussi de notre liberté et de notre souveraineté. Tous les autres partis, y compris des organisations économiques, veulent nous faire croire une fois de plus que nous ne pouvons rien changer parce que cette loi à un rapport direct avec Schengen. Il est certes vrai que cette directive

**Le problème, ce sont les auteurs, non pas les armes**

On oublie dans toute cette discussion que ce ne sont pas les armes qui tuent ni ne sont-elles la raison d'une prise d'otages. Ce sont des individus. Des fous en tous genres et des criminels. Nous avons en Europe des législations sur les armes qui sont généralement extrêmement sévères. Cela étant, les prises d'otages et autres attaques terroristes ne sont plus ex-





**Les énormes mesures bureaucratiques engendrées par ces directives vont détourner les organes de sécurité de leurs tâches principales. Ils crouleront sous la paperasse. Les directives de l'UE n'amèneront pas plus de sécurité pour les Suisses.**

ceptionnelles. Comme nous l'avons toutefois tous constaté, les terroristes ne se contentent pas d'armes à feu. Les camions et autres minibus sont également utilisés pour commettre leurs actes odieux.

On ne peut pas arrêter les cinglés, les maniaques, les meurtriers, les violeurs, les preneurs d'otages et les terroristes simplement avec des lois plus sévères sur les armes. Il est cependant indéniable qu'un monde libre et bienveillant est plus pacifique qu'un monde despotique et pauvre. Lorsque les individus peuvent choisir plus librement la manière dont ils veulent vivre, ils ont moins tendance à rejeter leur propre vie et celle des autres.

La liberté et le bien-être sont-elles les réponses définitives à la vio-

lence? Certainement pas. Mais un monde libéral serait une condition pour que les prises d'otages, les meurtres et autres actes de violence redeviennent l'exception et non pas la normalité.

Beat Arnold  
conseiller national  
Schattdorf (UR)



## Extraits de réponses après consultation

### Conférence gouvernementale des affaires militaires, de la protection civile et des sapeurs-pompiers

«Nous sommes [...] d'avis que la reprise de la directive européenne sur les armes ne contribuera quasi pas à empêcher les actes délictueux. Nous songeons en particulier ici aux attaques terroristes avec des armes à feu, attaques qui sont souvent planifiées minutieusement et qui ne peuvent pas être empêchées par la législation prévue. La reprise prévue de la directive européenne sur les armes devrait donc surtout entraîner un surplus de charges administratives et des coûts supplémentaires, et ce, pour des bénéfices somme toute médiocres.»

### L'Union suisse des arts et métiers

«Depuis 1999, la Suisse ne cesse de durcir sa législation sur les armes. Et ce, bien que le peuple et les cantons se soient clairement prononcés contre. Les autorités, les utilisatrices et les utilisateurs ont de la peine à mettre en œuvre ces durcissements constants. Ces resserrements concernent toujours les personnes qui ont le sens des responsabilités, tandis qu'ils n'ont que peu d'effet à ce jour pour contrer les pratiques illégales. La sécurité ne s'en trouve nullement améliorée si l'on édicte des prescriptions dont la mise en œuvre est toujours plus compliquée et chère.»

### Swiss Olympics

«Il s'agit selon nous d'un projet qui, au lieu de permettre une mise en œuvre pragmatique de la directive européenne sur les armes, comme celle annoncée par le Conseil fédéral, vise un durcissement du droit actuel sur les armes, qui entraînerait des limitations massives pour le tir sportif suisse.»

## IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'500 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Patrice Piquerez | Crédit images: Schweizer Parlament, www.maxpixel.net, Wikipedia, UDC Suisse

## 8 Oui à la loi sur les jeux d'argent

# Une loi pour nos aînés et la culture !

Le Parlement a accepté la loi fédérale sur les jeux d'argent le 29 septembre 2017. Faisant l'objet d'un référendum, elle sera soumise au peuple le 10 juin.

## Pourquoi une loi sur les jeux d'argent ?

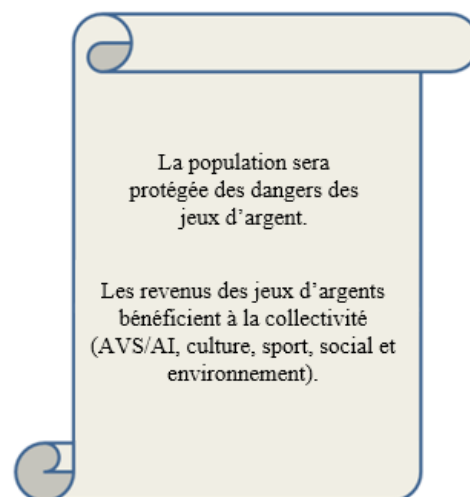
Jeux d'argent



Blanchiment  
d'argent

Fraude

**Les jeux d'argents ne sont pas une pratique comme les autres, c'est pourquoi ils sont fortement régulés partout dans le monde.**



La population sera protégée des dangers des jeux d'argent.

Les revenus des jeux d'argents bénéficient à la collectivité (AVS/AI, culture, sport, social et environnement).

**Oui à 87% à l'article 106 de la Constitution lors de la votation fédérale de mars 2012.**

La nouvelle loi est destinée à remplacer la loi fédérale sur les loteries et les paris professionnels (1923), et la loi sur les maisons de jeu (1998). Vu le caractère résolument obsolète de la loi de 1923, et l'acceptation en 2012 par le peuple et les cantons de l'article 106 de la Constitution, le Parlement a élaboré une loi moderne et cohérente.

Le texte règle de manière claire les compétences puisque les maisons de jeu (ou casinos) sont régies par la Confédération, qui doit octroyer une concession. Un impôt est prélevé sur les recettes, et entièrement affecté au financement de l'AVS. Cette ressource pour nos aînés sera ainsi renforcée. Les autres jeux d'argent (loteries, paris sportifs, jeux d'adresse, etc) sont du ressort des cantons, qui doivent en

assurer la surveillance. Ainsi, le système actuel de loteries (inter)cantonales sera conservé, en particulier avec la Loterie romande et Swisslos. Les bénéfices de ces institutions seront comme aujourd'hui intégralement affectés à des buts d'utilité publique sportifs, sociaux ou culturels. D'innombrables personnes, associations, musées, clubs sportifs ou culturels ont besoin du soutien des fonds de loteries cantonales pour continuer d'offrir une vaste palette d'activités au public et aux communes entre autres.

La loi règle également la lutte contre les effets de l'addiction au jeu, qui touche malheureusement un nombre non négligeable de personnes. Finalement, et c'est la motivation principale des opposants, la loi prévoit un

contrôle d'accès aux jeux d'argent sur Internet. Ce mécanisme bloquera l'accès depuis la Suisse aux sites de jeu situés à l'étranger. Le but est de maintenir le plus possible dans notre beau pays les bénéfices des jeux online, au lieu de les exporter dans des paradis fiscaux obscurs. Pour toutes ces raisons, je vous recommande de voter OUI le 10 juin prochain.

Manfred Bühler  
conseiller national  
Cortébert (BE)



**Lors de la session d'automne 2017, le Conseil des Etats a accepté la nouvelle loi sur les jeux d'argent par 4 voix contre 1, notamment que les gains de moins de un million de francs seront exemptés d'impôt. En outre, les offres de jeux en ligne doivent être contrôlées. Les contrôles des accès doivent par ailleurs permettre de protéger les mineurs. Dans la foulée de la votation au référendum, les jeunes PDC et des jeunes Verts a décidé de lancer le référendum contre la révision de la loi. Le comité de l'UDC**

**Le comité de l'UDC Suisse a**



# Ne créons pas un précédent dans la régulation d'internet !

La loi sur les Jeux d'argent en votation le 10 juin prochain est à première vue, pas un sujet central pour l'UDC. Cependant, passé le titre, un élément de cette loi touche à une valeur fondamentale défendue par l'UDC : la liberté. D'ailleurs le slogan de l'UDC pour la campagne aux élections fédérales de 2015, où le parti réalisa un score historique, était : rester libre.

Jean-Philippe Gay-Fraret, vice-président Jeunes UDC Suisse

La loi sur les Jeux d'argent en votation le 10 juin prochain n'est à première vue, pas un sujet central pour l'UDC. Cependant, passé le titre, un élément de cette loi touche à une valeur fondamentale défendue par l'UDC : la liberté. D'ailleurs le slogan de l'UDC pour la campagne aux élections fédérales de 2015, où le parti réalisa un score historique, était : rester libre.

Dans cette loi, il ne s'agit pas uniquement de la liberté des joueurs, mais à terme de celle de tous les citoyens, car la loi prévoit de bloquer les sites internet de casinos en ligne étrangers. Ce sera la première fois en Suisse que des sites d'activités non illégales en Suisse seront bloqués. Cette mesure peut facilement être contournée par un VPN, un logiciel, parfois même intégré à votre navigateur internet, qui permet en deux clics de vous localiser dans le pays de votre choix, hors de Suisse, et donc d'avoir accès à un contenu bloqué en Suisse. Ainsi cela créera une zone grise, où les gains gagnés sur des sites étrangers ne seront pas déclarés et échapperont à toute taxation en Suisse. L'aspect le plus dangereux de cette solution est qu'elle crée un précédent, une brèche que des entreprises d'autres secteurs économiques vont explorer afin d'en tirer un avantage commercial. Mais le plus dangereux est qu'à l'avenir on pourrait, pourquoi pas, régler

l'accès à certaines sources d'informations étrangères à l'heure où le mot « fake news » est prononcé par de nombreux décideurs. Où sera la limite ? Personne ne peut le dire, car une fois un précédent ouvert, difficile de fixer une limite.

L'argument principal des personnes en faveur de la loi est qu'une partie du produit des jeux d'argent bénéficie à la population car reversé à l'AVS et soutient aussi des manifestations sportives et culturelles, ce que le Peuple a voulu en 2012 en votation populaire et qui n'est pas combattu par les opposants à cette loi. Il est à souligner que c'est déjà le cas actuellement et qu'en cas de non à la loi sur les jeux d'argent, cet argent va continuer à être versé. Quant aux 150 à 250 millions de francs joués sur les sites

étrangers, personne ne peut assurer qu'ils seront automatiquement joués en Suisse à l'avenir, car certains joueurs contourneront les blocages. A relever, qu'une solution avait été proposée, à savoir accorder des concessions en ligne aux casinos étrangers, ce qui permettait que ces casinos paient aussi leurs contributions en Suisse.

Cependant, le lobby des casinos a réussi à obtenir l'élimination de cette solution dans la proposition finale. Tout comme la création d'une commission indépendante d'experts en matière de prévention des addictions, proposée par la commission mais qui finalement n'est pas dans le texte. Afin de préserver notre liberté face aux intérêts des entreprises d'un secteur économique, nous n'avons pas d'autre choix que de dire NON à la loi sur les jeux d'argent le 10 juin prochain.

S'il est vraiment important pour vous que le revenu des jeux soit maintenu pour le bien commun, pour l'AVS, le sport et la culture, alors il n'y a qu'une seule réponse : Non à la Loi sur les jeux d'argent !

La nouvelle loi permet d'utiliser les gains des joueurs à l'étranger

En outre, l'expérience d'autres pays montre que des rendements beaucoup plus élevés sont obtenus si les prestataires internationaux peuvent également être imposés et contrôlés en Suisse.

## Loi sur les jeux d'argent du 29 septembre 2017

### Art. 127 Octroi de contributions

<sup>5</sup> Les cantons peuvent affecter une part des bénéfices nets à des buts d'utilité publique intercantonaux, nationaux et inter-

NOUVEAU

**3 voix contre 1. Le Conseil national l'a quant à lui approuvée par 124 voix contre 61. La nouvelle loi prévoit que les jeux en ligne étrangers doivent être bloqués en Suisse, afin d'empêcher que l'argent ne parte à l'étranger. Le Parlement, un comité de représentantes et de représentants des jeunes radicaux, des jeunes verts libéraux, des jeunes socialistes et des jeunes démocrates a décidé de laisser la liberté de vote.**

**a décidé de laisser la liberté de vote.**

**Attention:**

# Les requins étrangers du jeu d'argent illégal mettent notre communauté suisse en danger!



Les **requins étrangers du jeu d'argent**, logés sur des îles offshore douteuses telles que Malte, Gibraltar, Antigue-et-Barbuda etc., outrepassent délibérément nos lois suisses en commercialisant des **jeux d'argent illégaux** dans notre pays.



Les requins étrangers du jeu d'argent **soustraient ainsi chaque année 250 millions de francs à la Suisse.**



Sur ces 260 millions, ils ne paient pas d'impôts ni de taxes pour l'AVS et ne reversent aucune contribution à l'utilité publique suisse. **Cet argent manque à la Suisse!**



La nouvelle **loi sur les jeux d'argent protège notre pays** contre ces requins illégaux. Elle garantit en effet que **chaque année, 1 milliard de francs continuent à être affectés à l'AVS ainsi qu'aux sports, à la culture et à l'action sociale.**

Il faut dire:



**à la  
Loi sur les  
jeux d'argent**



# La place des violeurs est en prison

**Depuis des années, l'UDC exige en vain un durcissement des sanctions pénales contre les criminels, avec des peines planchers en particulier contre les auteurs de crimes sexuels souvent moins sévèrement condamnés par le code pénal que ne le sont les conducteurs en excès de vitesse par via segura.**

**S**imonetta Sommaruga a répondu enfin à cette demande le 25 avril 2018 en présentant une analyse globale des dispositions pénales en vue de déterminer si les peines encourues correspondent bien à la gravité des actes commis et si les sanctions sont proportionnées entre elles. Un projet de rééquilibrage des niveaux des peines entre elles est proposé, durcissant les sanctions pour les crimes de violence et les infractions contre l'intégrité sexuelle, dont les victimes sont le plus souvent les femmes et les filles. Pour le viol, la peine minimale passerait d'un an à deux ans de prison au minimum, ce qui constitue un pas dans la bonne direction, insuffisant toutefois à envoyer les violeurs en prison puisque deux ans restent une peine compatible avec le sursis. Un an minimum pour les actes d'ordre sexuel (autres que le viol) commis sur un enfant de moins de 12 ans constitue également une amélioration,



**Les peines contre les prédateurs sexuels sont clairement insuffisantes**

que par un homme sur une femme. La grande idée de cette réforme, permettre aux hommes d'être eux-aussi violés, en étendant la définition aux «

distingue des victimes masculines. En plus du traumatisme psychologique, de l'humiliation, des blessures physiques et des risques de contamination inhérents à toute forme de pénétration imposée, les femmes qui subissent l'acte sexuel sont exposées au risque supplémentaire de tomber enceinte, à l'angoisse de l'attente de savoir si c'est le cas, au traumatisme de l'avortement si elles avortent, à celui de donner naissance à un enfant du viol si elles n'avortent pas. Cette dimension particulière qui n'est présente qu'avec l'acte sexuel justifie à l'évidence qu'on lui consacre un traitement pénal particulier et un régime de peine spécifique, apte à souligner la gravité étendue des conséquences endurées par les victimes et leur famille. Durcir la sanction encourue actuellement par les auteurs d'actes analogues à l'acte sexuel est à l'évidence une nécessité, il suffit pour cela d'introduire une peine plancher, analogue à celle encourue en cas de viol, lorsque la contrainte sexuelle comporte une pénétration. Mais évacuer la réalité de la souffrance spécifique des femmes et des filles, comme le fait le projet Sommaruga, dans le but absurde d'obtenir une définition non genrée de l'acte sexuel, qui est par nature genré, n'a aucun sens sinon celui de priver les femmes d'une protection spécifique à leur sexe.

**« Un an minimum pour les actes d'ordre sexuel (autres que le viol) commis sur un enfant de moins de 12 ans constitue également une amélioration, mais elle est insuffisante »**

tion, insuffisante toutefois en comparaison de ce que risquent les auteurs de tels actes sur le territoire français par exemple.

Cédant à l'air du temps, Madame Sommaruga profite de cette réforme pour reformuler la définition du viol en extirpant, théorie de l'égalité oblige, toute référence au sexe de l'auteur et à celui de la victime. Dans sa définition classique, le viol se définit en effet comme l'acte sexuel contraignant, qui n'est imposable par définition

actes analogues » à l'acte sexuel, est une fausse bonne idée en ceci qu'elle n'améliore nullement la protection spécifique due aux femmes et aux filles, qui restent et resteront sans doute toujours les premières victimes des agressions sexuelles. L'interdiction faite aux soldats de violer les femmes est d'ailleurs l'une des toutes premières mesures de protection des femmes à apparaître en Europe au travers du droit de la guerre au Moyen âge.

Le viol comporte en effet pour les femmes une dimension particulière qui les

*Yves Nidegger  
conseiller national  
Genève (GE)*







Quiconque veut mettre le droit international au-dessus de la Constitution fédérale renonce à la démocratie directe.

# Le droit international ne doit pas miner la démocratie directe

Dans le cadre du "rattachement institutionnel" relatif aux accords bilatéraux Suisse-UE, le Conseil fédéral souhaite que la Suisse reprenne de manière dynamique le droit de l'Union européenne et veut reconnaître la Cour de justice UE (CJUE) comme dernière instance tranchant les éventuels litiges. Un tel rattachement signifie que la Suisse doit accepter automatiquement dans son propre droit le développement des accords bilatéraux imposé par l'UE, ou du moins que la Suisse y serait contrainte dans les faits.

Michaël Buffat, conseiller national (VD)

Le Conseil fédéral veut conclure avec l'UE un accord-cadre réglant les questions suivantes concernant tous les accords bilatéraux Suisse-UE: comment la Suisse doit-elle reprendre le droit UE? Qui doit surveil-

ler l'application des accords bilatéraux et décider de leur interprétation? Qui doit trancher les litiges concernant l'application des accords bilatéraux? Le Conseil fédéral a laissé dans ces questions fondamentales le champ libre à l'UE. En clair,

il veut que la Suisse reprenne "les yeux fermés" le droit UE. Rattachement institutionnel signifie que la CJUE peut trancher les litiges entre la Berne fédérale et Bruxelles. Les modifications imposées par l'UE aux accords bilatéraux et les jugements de la CJUE font partie du droit international et seraient donc superposés à la Constitution suisse si, effectivement, le droit international primait le droit national.

Résultat: l'UE et la CJUE seraient le nouveau souverain en Suisse et non plus le peuple et les cantons. L'UE et la CJUE pourraient en effet modifier notre Constitution. Cette dernière resterait certes





valable en théorie, mais elle ne constituerait le droit suprême suisse que sur le papier, car elle serait subordonnée aux accords bilatéraux et à leur développement voulus par l'UE et la CJUE. La subordination de la Suisse non seulement à des juges étrangers, mais aussi à des gouvernements étrangers serait complète.

#### Les conséquences pour nous autres Suisses

La sécurité du droit et la stabilité seraient remises en question. Les décisions du peuple ne seront plus respectées. Le peuple et les cantons ont, par exemple, approuvé la gestion autonome de l'immigration et l'expulsion des étrangers criminels, mais les politiciens refusent d'appliquer ces décisions en invoquant le droit

international. Les malfaiteurs étrangers peuvent donc rester et continuer de sévir en Suisse. Et chaque année plus de 80 000 personnes en chiffre net continuent d'immigrer en Suisse. Des élites autoproclamées et la classe politique veulent que la Suisse soit contrainte à une reprise dynamique et obligatoire du droit de l'Union européenne. Et qu'en cas de litige entre la Suisse et l'UE, la Cour de justice UE soit appelée à trancher. Le peuple serait mis à l'écart.

La Suisse abandonnerait son droit à l'autodétermination. Il faut absolument éviter cela. Les décisions du peuple et des cantons doivent avoir plus de poids dans notre pays que le droit international. C'est pour ne jamais en arriver là qu'il faut inscrire dans la Constitution fédérale le principe selon lequel le dro-

it constitutionnel a la priorité sur le droit international non contraignant. Voilà précisément ce que fait l'initiative populaire "Le droit suisse au lieu de juges étrangers". Elle remet à sa place la légitimité démocratique en reléguant au second plan les textes des bureaucrates de Bruxelles. Finalement, les Droits de l'Homme et du citoyen sont déjà un élément fondateur de notre Constitution. L'initiative pour l'autodétermination ne constitue donc en aucun cas une attaque contre ces droits mais au contraire une mise en valeur de notre régime démocratique envié par tous.

Michael Buffat  
conseiller national  
Vuarrens (VD)



# Journée fédérale de récolte des signatures !

*Samedi  
26 mai 2018*



**Nous, membres de l'UDC, ne voulons pas d'une Suisse de 10 millions d'habitants ! Pourtant, à cause de l'immigration de masse démesurée, une Suisse de 10 millions d'habitants sera peut-être une réalité dans 15 ans. Un seul moyen pour nous y opposer: faire signer notre initiative de limitation. Le 26 mai prochain, l'UDC organise une grande journée de récolte de signatures. Annoncez-vous auprès de nous et agissez dans votre section locale ou régionale. L'UDC compte sur vous !**



*Le «programme d'intégration» de Sommaruga a un défaut: la réalité!*

# Les beaux parleurs et les jongleurs de chiffres dans le domaine de l'asile

Aujourd'hui, la Confédération paie aux cantons, en sus de tous les autres coûts pour chaque réfugié reconnu ou personne admise à titre provisoire, un forfait d'intégration unique de 6000 francs. La conseillère fédérale responsable de l'asile, Simonetta Sommaruga, veut faire passer ce montant à 18'000 francs. Une augmentation qui coûtera 132 millions de francs aux contribuables. Mais l'agenda de l'intégration de la conseillère fédérale présente quelques points faibles pour le moins surprenants.

Adrian Amstutz, conseiller national (BE)

**Le principe «investir aujourd'hui, économiser demain» ne fonctionne pas dans le domaine de l'asile**

Les médias ont accueilli avec enthousiasme son «plan directeur de l'intégration» (citation de «20min»). Une fois de plus ils se laissent prendre par l'argument fallacieux selon lequel ces dépenses supplémentaires faites aujourd'hui permettront de faire des économies demain. Ce qui peut paraître joli en théorie, ne fonctionne pas nécessairement dans la pratique. Ou alors, où les grandes économies

faites dans le secteur de l'asile peuvent-elles bien se cacher? Depuis que Madame Sommaruga est entrée

francs en 2011 à probablement plus de 1,9 milliard de francs en 2018. A quoi il faut ajouter les milliards de francs à charge des cantons et des communes.

**L'intégration n'est pas un objectif pour les personnes admises à titre provisoire**

L'agenda de l'intégration inclut également le nombre sans cesse croissant des «personnes admises à titre provisoire». Mme Sommaruga part de l'idée, totalement erronée,

«**Ce taux très élevé de personnes qui profitent de l'aide sociale indique que de nombreux réfugiés travaillent effectivement, mais qu'ils restent néanmoins dépendant de l'aide sociale.**»

en fonction, les coûts de l'asile ont passé de près de 800 millions de

que les «personnes admises à titre provisoire» resteront pour toujours

en Suisse. Ceci n'a rien à voir avec du «provisoire» et est complètement faux. Le permis de séjour F (personnes admises à titre provisoire) constitue donc une mesure de substitution lorsqu'un requérant d'asile a effectivement été renvoyé de la Suisse, mais que «l'exécution du renvoi ou de l'expulsion n'est pas possible, n'est pas licite ou ne peut être raisonnablement exigée» (art. 83 de la loi sur les étrangers). Dès que ces raisons n'existent plus, le renvoi doit être exécuté. Le but de l'admission à titre provisoire n'est donc pas l'intégration durable, mais l'exécution du renvoi, et ce, le plus rapidement possible. C'est à tout le moins ce que prévoit l'article 84 de la loi sur les étrangers. Une augmentation du forfait d'intégration pour les personnes admises à titre provisoire va donc tout à fait à contre-courant.

## Des revenus élevés malgré une aide sociale élevée?

Le Conseil fédéral annonce un taux d'activité lucrative irréaliste parmi les réfugiés pour nous faire croire qu'un effort supplémentaire – donc encore plus d'argent – pourrait augmenter ce taux. La moitié des réfugiés et des personnes admises provisoirement en Suisse exercerait une activité lucrative sept ans après leur arrivée en Suisse.

Un chiffre qui ne concorde pas avec le taux de l'aide sociale parmi les réfugiés qui s'établit depuis plusieurs années à un niveau incroyablement élevé, à savoir entre 86 et 89%? Mis en rapport avec le taux d'activité lucrative, ce taux très élevé de personnes qui profitent de l'aide sociale indique que de nombreux réfugiés travaillent effectivement, mais qu'ils restent néanmoins dépendant de l'aide sociale.

Le taux toujours aussi élevé de personnes dépendantes de l'aide sociale permet par ailleurs une autre conclusion: tous les efforts qui ont déjà

## Exemples de programmes d'intégration

Barbara Steinemann, conseillère nationale (ZH)



Pour que le réfugié apprenne à travailler, les communes paient pour des programmes d'intégration par le travail. Dans le canton de Zurich, le leader du commerce de l'intégration est l'Organisation Asile de Zurich, qui offre notamment les programmes suivants: «Paprika» – Restaurant et cate-

ring, 1'700 Fr. par mois; atelier manuel, 1'700 Fr. par mois; «Züri rollt. Velostation», 500 francs par mois. D'autres prestataires proposent aux communes des cours d'entraînement au travail de 6 mois dans le travail du bois, les arts textiles, les ateliers créatifs, les travaux de jardinage et d'entretien, l'économie domestique et les déménagements pour 1500 Fr. par mois.

Le programme d'intégration par le travail le plus cher est proposé par la fondation «work4you», où les 16 à 25 ans peuvent suivre pendant près d'un an un entraînement au travail pour 3385 Fr. par mois.

La commune paie, pour un «service de placement», 129 fr. par heure de conseil, pour une «analyse des perspectives» 720 fr. pour six séances, pour un accompagnement à l'intégration 120fr. de l'heure. Viennent encore s'ajouter les habituels cours de langue qui s'étendent la plupart du temps sur plusieurs années, cours pour lesquels les communes doivent déboursier près de 10'000 francs par année.

été faits en matière d'intégration, tous les programmes d'intégration mis en œuvre et l'armada de préposés à l'intégration (voir les exemples donnés dans l'encadré) n'apportent rien. On essaie une fois de plus, tout simplement, de cacher un problème non résolu en y mettant encore plus d'argent.

## En résumé

Au lieu de continuer de gaspiller des centaines de millions de francs dans le secteur de l'asile et des réfugiés, il serait grand temps de s'occuper de nos propres jeunes et salariés âgés

qui ont de plus en plus de peine à éviter une éviction d'un marché du travail durement convoité.

Adrian Amstutz  
conseiller national  
Sigriswil (BE)





# Expérience risquée !

Notre système monétaire  
est sûr et stable.

Refusons de devenir  
les cobayes d'une  
expérimentation.



Monnaie pleine

# NON!

[www.monnaiepleine-non.ch](http://www.monnaiepleine-non.ch)